



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

SOUS-PREFECTURE DE BEZIERS

Bureau du Cabinet
Bureau des Associations
Bd Edouard Herriot
34500 BEZIERS
04 67 36 70 69 14 h/17h
ouvert de 8h30 à 12h30

Le numéro W341007737
est à rappeler dans toute
correspondance

Récépissé de Déclaration de CREATION de l'association n° W341007737

Vu la loi du 1er Juillet 1901 relative au contrat d'association ;

Vu le décret du 16 Août 1901 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi précitée ;

le Sous-Préfet de Béziers

donne récépissé à **Monsieur le Président**

d'une déclaration en date du : **30 janvier 2016**

faisant connaître la constitution d'une association ayant pour titre :

CASAS SOLIDARIS

dont le siège social est situé : 54 avenue Albert Premier
34500 Béziers

Décision prise le : **27 janvier 2016**

Pièces fournies : Statuts
Procès-verbal
liste des dirigeants

Béziers, le 17 février 2016

Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef de section,

Catherine PRADEL

Loi du 1 juillet 1901, article 5 - al 5, 6 et 7 - Décret du 16 août 1901, article 3 :

Les associations sont tenues de faire connaître, dans les trois mois, tous les changements survenus dans leur administration ou leur direction, ainsi que toutes les modifications apportées à leurs statuts. Ces modifications et changements ne sont opposables aux tiers qu'à partir du jour où ils auront été déclarés.

Loi du 1 juillet 1901, article 8 - al 1 :

Seront punis d'une amende de 1500 € en première infraction, et, en cas de récidive, ceux qui auront contrevenu aux dispositions de l'article 5.

NOTA :

L'insertion au Journal Officiel des modifications portant sur le titre, l'objet, le siège social d'une association est facultative. Elle ne peut être exigée des tiers car le récépissé délivré par les services préfectoraux fait foi dans tous les cas.

La loi 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la déclaration relative à votre association dont les destinataires sont les services préfectoraux et les services de l'Etat concernés. L'article 40 de cette loi vous garantit un droit d'accès et de rectification. Celui-ci peut s'exercer auprès du préfet ou du sous-préfet de l'arrondissement du siège de votre association, pour les données à caractère personnel concernant les personnes physiques déclarées comme étant chargées de sa direction ou de son administration.